

COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.

— PARAÎT TOUTES LES 2 SEMAINES —

SAMEDI 11 JANVIER 2014

N° 1104

PRIX 1 €

EDITORIAL

HAÏTI : Après trois jours de grève et de manifestations ouvrières

Le 10 décembre, les travailleurs ont brusquement exprimé leur colère en arrêtant la quasi-totalité des entreprises de sous-traitance de la zone industrielle. Ils répliquaient ainsi à une proposition du Conseil Supérieur des Salaires qui rabaisait le salaire de 250 gourdes par jour (4,54 euros) à 225 gourdes (4,09 euros).

Ils ont scandé des slogans comme « nous en avons ras le bol, les esclaves sont révoltés contre les 225 gourdes », « nous ne pouvons vivre avec ce salaire de misère », « nous voulons 500 gourdes comme salaire minimum », « nous exigeons de meilleures conditions de travail ».

Ce sont 15 000 à 20 000 travailleurs qui ont manifesté toute la journée allant de la zone industrielle jusqu'à devant le Parlement et ont exigé des deux Chambres leur soutien pour l'ajustement du salaire à 500 gourdes (9 euros) par jour. Les présidents des deux Chambres sont venus bredouiller un appui à leurs revendications, et ont parlé de la formation d'une commission qui allait se pencher sur la situation de ces milliers d'ouvriers et ouvrières.

Cette manifestation a fait suite à une mobilisation activée par des groupes de syndicalistes présents dans quelques usines du parc SONAPI et de la route de l'aéroport de Port au Prince. Les ouvriers qui ont débrayé dans les premières entreprises ont entraîné les autres en marchant d'une usine à l'autre. Les patrons comme Baker ou Apaid ont reculé devant la foule des manifestants et ont ouvert les portes des usines. Le patron de la banque centrale d'Haïti s'est dit « inquiet de cette revendication de salaire », il « n'aimerait pas que cela fasse perdre des investissements ». La manifestation a été reconduite le 11 décembre où 7 000 ouvriers ont pris la rue en direction de Pétienville où se réunissaient des patrons avec leurs commanditaires et des syndicats. Cette fois les policiers ont bloqué la route puis ont canalisé la manifestation vers la zone industrielle. Les ouvriers leur lançaient « quand les patrons nous sucent le sang on ne voit pas de policiers ».

Le 12 décembre les ouvriers étaient à nouveau dans la rue. Ils ont défilé dans la zone industrielle, certains patrons ont fermé leur entreprise, les policiers ont cerné la zone et bloqué les manifestants.

Les patrons ont eu peur, et les jours suivants les manifestations ils ont fait marche arrière sur des sanctions à l'encontre des manifestants. Ils ont attendu la fin du mois et à la fermeture, le 20 décembre, ils ont révoqué (licencié) une dizaine de syndicalistes pensant ainsi casser le mouvement.

A la reprise du 6 janvier les ouvriers ont accusé le coup, mais la solidarité est là. Les travailleurs s'organisent pour faire face aux coups portés par les patrons.

Pendant ces trois jours, les ouvriers ont senti leur capacité à créer un moyen de lutte pour faire face aux patrons dans le combat engagé. C'est le rapport de force qui permettra de faire aboutir leurs revendications. C'est à travers leurs luttes et leurs manifestations que les travailleurs d'Haïti gagneront en expérience, jusqu'à ce qu'ils sonnent le glas des illusions envers des politiciens qui les ont bercés de belles paroles avant de montrer leur vrai visage de défenseur exclusif des intérêts des patrons et des riches, comme Aristide par exemple. Il y en aura encore, des faux amis des travailleurs qui tenteront de surfer sur leur colère pour des intérêts n'ayant rien à voir avec ceux des ouvriers. Les travailleurs haïtiens sont en train de se donner les moyens de les démasquer au plus vite.

Ces manifestations sont peut-être le début d'une nouvelle prise de conscience de classe durable des travailleurs haïtiens, prise de conscience de leur force, prise de conscience que personne d'autre qu'eux-mêmes ne pourra changer leur sort !

S'il en est ainsi, la classe ouvrière d'Haïti surgira alors sur la scène politique aussi brusquement que lors de ses dernières manifestations, au bénéfice de ses propres intérêts et de ceux de l'ensemble des exploités et des pauvres.

Guadeloupe

Explosion du chômage de longue durée



Pendant toute la période des fêtes et en ce début d'année, toutes les occasions sont bonnes pour les représentants de l'État, la Préfète, et des Collectivités, la Présidente de Région, pour faire semblant de s'apitoyer sur les difficultés de la population. C'est ainsi que la Préfète a fait le tour des personnels de garde pendant les fêtes. Et les exécutifs

locaux Borel Lincertin et Gillot ont comme d'habitude délivré des vœux hypocrites. Tous ces gens-là font comme si les difficultés, la pauvreté croissante de la population laborieuse et la délinquance qui les accompagne, venaient de nulle part. Ce cinéma répugnant n'a qu'une seule cause : faire accepter aux travailleurs les attaques

continues et la dégradation des conditions de travail et de vie de la population.

Le chômage ne cesse de s'aggraver.

Si l'augmentation de 2% en un an (chiffre du mois de novembre 2013) du nombre de demandeurs d'emploi peut apparaître à certains commentateurs de la presse officielle, comme une « légère » hausse des chiffres en Guadeloupe, une récente étude de

l'INSEE sur le chômage de longue durée en 2012 donne une indication de la gravité de la situation.

Le chômage touche officiellement plus de 60 000 personnes inscrites à Pôle Emploi. 55% d'entre elles soit plus de la moitié, Suite P.3

Martinique

Espace Sud : les agents refusent d'être les dindons des marchés

Le 30 décembre dernier, les élus de l'Espace Sud qui est le nom de la communauté d'agglomération des communes du sud, ont choisi leur nouveau prestataire de la Délégation de service public portant sur la restauration scolaire. Les salariés de la Datex, le précédent délégataire, se sont alors mobilisés. A l'annonce du choix de Servichef, entreprise appartenant au groupe Yann Monplaisir, ils ont envahi la salle de délibération et, soutenus, ils ont fait entendre leur voix. Aujourd'hui, ces salariés n'entendent pas être lésés au nom d'un choix présenté comme économique, choix fait entre deux grosses entreprises locales. En effet, l'offre de Servichef serait moins élevée de 37 centimes par repas que celle présentée par la Datex, société de Mme Palandri. Selon les comptes des élus de l'Espace Sud, avec 12 000 couverts par jour, cela ferait une économie de 3,4 millions d'euros pour les communes et pour les parents... sur 6 ans. La patronne de Datex, elle, a porté plainte devant le tribunal administratif

estimant qu'il y a eu délit de favoritisme dans l'attribution de la délégation de service public.

Mais c'est surtout côté salariés que le compte n'y est pas. Car s'il y a économie, c'est d'abord sur le nombre de salariés repris pour l'exécution de ce marché puisque sur les 123 salariés de Datex seuls 89 seraient repris par Servichef, soit 34 de moins.

Les patrons de Servichef interpellés sur cette question ont donné des garanties jugées peu convaincantes par les agents de la Datex sur le maintien des effectifs. Les élus des communes du Sud, eux, s'en sont contentés. La loi prévoit que lors de l'attribution des marchés publics de ce type de prestations, la totalité du personnel soit repris avec le maintien des avantages acquis par le nouveau prestataire. Mais dans les faits, les patrons utilisent toutes sortes de magouilles dans le compte des effectifs pour présenter les prix les plus bas et obtenir les marchés, en remplaçant des contrats à durée indéterminée par des contrats précaires par exemple. C'est

souvent le cas lors du renouvellement des marchés d'agents de sécurité, ou d'agents de nettoyage, où de nombreux travailleurs se retrouvent sur le carreau.

Alors, que ce soit à Servichef ou à Datex, ce sont les agents eux-mêmes qui peuvent le mieux connaître le nombre d'agents nécessaires pour assurer la fabrication et le transport des repas dans les écoles, et dans de bonnes conditions de travail. Ils auraient tout intérêt à exercer un véritable contrôle sur les effectifs, mais aussi sur les comptes qui leur sont présentés par les patrons.

Aujourd'hui, les agents de Datex ne sont pas dupes et restent attentifs. Ils attendent que le tribunal administratif se prononce sur le choix du prestataire. Mais surtout ils refusent d'être la variable d'ajustement et entendent que la totalité des agents gardent leur emploi. C'est bien le minimum pour ces dizaines de salariés, dont certains étaient, il y a quelques années, employés dans les cantines municipales.

Générale des Eaux : le chantage d'une multinationale

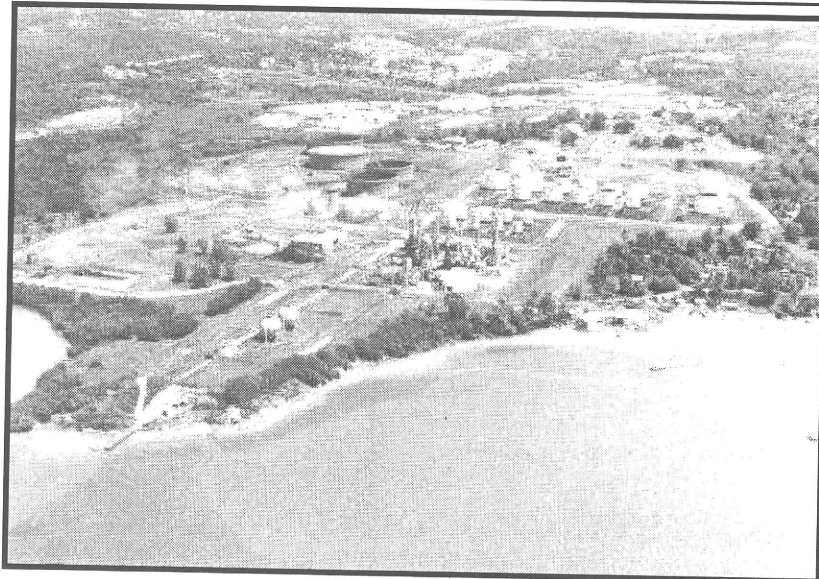
Fin décembre, les médias locaux ont abondamment relayé les menaces de la Générale des Eaux de «fermer le robinet», voire même de quitter la Guadeloupe. Les élus n'étaient pas en reste, avec notamment le maire de Goyave Ferdy Louisy, qui déclarait : «Si la Générale des Eaux s'en va, comment fait-on pour distribuer l'eau ? Une grande partie des foyers guadeloupéens est concernée». Toute cette mise en scène n'avait qu'un seul objectif : obtenir un renouvellement du contrat entre les communes du Siaeg (Syndicat intercommunal d'alimentation en eau et d'assainissement de la Guadeloupe) et la Générale des Eaux, aux meilleures conditions pour cette entreprise.

En réalité, cela faisait déjà un an que ce contrat devait être renégocié, et que la Générale des Eaux faisait planer des menaces tant sur les mairies que sur les salariés de l'entreprise. Elle a attendu le dernier moment pour que son chantage fonctionne le mieux possible, et a bénéficié de la complaisance des élus locaux pour arracher un accord qui lui est très favorable. Le contrat avec le Siaeg est renouvelé, la Générale des Eaux récupère 10 millions d'euros, elle augmente ses tarifs de 6,4% ce qui va toucher 73 000 familles, et surtout elle peut licencier au moins une centaine de salariés (soit 25% du personnel) sans complications, en les transférant aux Collectivités. La Générale des Eaux fait partie du groupe Véolia, une multinationale de l'environnement qui vend de l'eau dans 77 pays. Véolia avait annoncé en mars 2013 son intention de licencier 10% de ses salariés en France (1 500 personnes). En décembre la

multinationale a annoncé le licenciement supplémentaire de 700 agents administratifs pour 2014. La prétendue négociation avec le Siaeg lui a permis d'atteindre son objectif en Guadeloupe, et même de le dépasser. Ce n'est pas la première fois que Véolia utilise ainsi son monopole dans la distribution de l'eau pour imposer ses conditions aux municipalités.

En France, il y a eu de nombreuses tentatives similaires de la part des trois entreprises qui se partagent le marché de l'eau (Véolia, Saur et Suez-Lyonnaise) pour continuer d'augmenter leurs prix déjà exorbitants. Dans certains cas, comme à Paris ou à Grenoble, les élus ont refusé le chantage et rompu le contrat pour revenir à une gestion municipale de l'eau, par régie directe. À chaque fois, cela s'est traduit par des baisses de prix significatives pour les consommateurs, de 20 à 45%. Même une ville comme Bordeaux, dirigée par un leader de la droite, Alain Juppé, a décidé en 2011 de créer une régie publique. Il faudrait donc que certains maires de Guadeloupe s'expliquent sur le fait qu'ils n'envisagent pas de faire de même. (Quitte à exiger pour cela des aides de l'État pour les communes les plus endettées). Au final, les usagers de Guadeloupe paieront la facture qui était déjà bien élevée au regard du service rendu et l'avenir des salariés de la Générale des Eaux restera compromis par la soif de profit de la direction. C'est ce à quoi il faut s'attendre, tant que nous vivons dans un monde où les multinationales imposent leur loi, avec la complicité d'un certain nombre d'élus, y compris pour des services fondamentaux comme la distribution de l'eau.

La SARA : les maîtres-chanteurs sont des délinquants



Le 5 décembre, 51 parlementaires ultra-marins ont signé une lettre soutenant le projet de décret du ministre Victorin Lurel sur la fixation des prix des carburants Outre-mer. Il n'y avait aucun Martiniquais parmi les signataires, ce qui avait été remarqué. Le député-président de Région Serge Letchimy avait fait savoir à qui voulait l'entendre que la raison de sa non-signature était ses craintes pour l'avenir économique de la SARA (Société anonyme de raffinerie des Antilles). Finalement, le 18 décembre, avec les sénateurs S. Larcher et M. Antiste, il apportait son soutien au ministre tout en appelant «le gouvernement à la plus grande vigilance pour qu'aucun emploi ne soit menacé». Entre-temps, par ailleurs, 3 syndicats de salariés de la SARA (CFE-CGC, CGTG et FO) s'adressaient aussi au président de la République : «Nous, représentants du personnel, nous permettons de vous interpeller sur le devenir de nos emplois menacés par l'application du projet de décret de fixation des prix des carburants dans les DOM... ».

C'est dire si la SARA et les compagnies pétrolières qui sont ses actionnaires ont su faire entendre leur propagande. Jusqu'à entraîner les gérants de stations-service à fermer pendant 3 jours. Par exemple le directeur général délégué de Rubis-Energie a déclaré : «Là, on a des apprentis sorciers, guidés par des objectifs politiques et une haine viscérale des pétroliers... Les choses telles qu'elles sont faites aujourd'hui sont inapplicables... S'il n'y a pas d'ajournement, pour concertation, il se passera des choses».

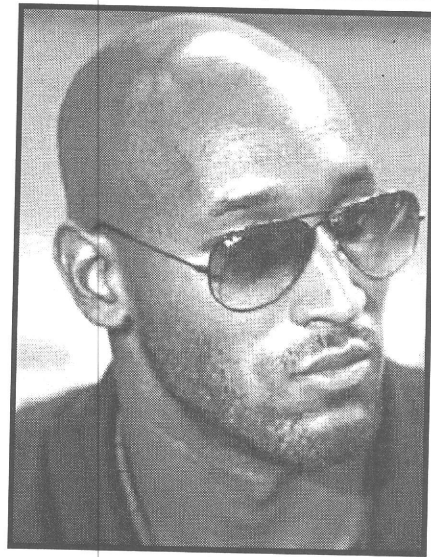
Nathalie Chillan, chargée de communication de la SARA, écrivait à Patrick Ollier, député-maire UMP de Rueil-Malmaison, qui soutenait le décret Lurel : «...Je défendrai mon entreprise coûte que coûte, parce que la défendre, c'est défendre la filière carburant et c'est aussi défendre mon emploi ! ».

Il faut beaucoup de complaisance pour croire ce conte de la pauvre SARA menacée par le méchant gouvernement de gauche. Sur les 33 millions d'euros de bénéfice annuel moyen que réalise la SARA, 98 % sont redistribués en

dividendes aux trois actionnaires que sont Total (50 % du capital), Exxon (17 %) et Rubis (33 %). Et ces géants du marché pétrolier ne pourraient pas supporter que leurs marges soient égratignées ? Leur chantage à l'emploi est indécrottable. Le mouvement ouvrier pourrait d'ailleurs le retourner contre eux. Car que nous disent au fond ces maîtres-chanteurs ? Qu'ils sont prêts à mettre des centaines de travailleurs au chômage, simplement pour maintenir au même niveau les «marges» résultant d'un vol sur le travail des salariés. Ce sont des raisons analogues qui ont abouti à imposer le chômage de masse que nous connaissons : il s'agissait de maintenir au plus haut les profits de tous ces capitalistes prédateurs. Les compagnies pétrolières et leurs semblables des autres branches se désignent ainsi eux-mêmes comme les responsables, non seulement d'hypothétiques futurs licenciements à la SARA, mais aussi, dans le passé, de tous les réels licenciements subis par les travailleurs.

Le ministre Lurel n'ira probablement pas bien loin dans son prétendu bras de fer avec les pétroliers. Il n'est par contre pas impossible qu'il se résigne trop facilement à leur céder en acceptant qu'ils menacent l'emploi des salariés du secteur. Dans ce cas il faudra être prêt à se défendre, ne pas accepter un seul licenciement, imposer le partage du travail entre tous les bras disponibles, avec maintien d'un salaire décent. Et ce ne sont pas ces actionnaires, qui encaissent des millions sans rien faire, même en dormant, qui pourront nous dire que si il y a moins de travail, il faut gagner moins.

Dieudonné et Anelka, deux Noirs en colère et perdus



et des policiers qui s'y adonnent... pas les milieux les plus antisystème qui soient, donc ! En réalité, la «quenelle» est un code de reconnaissance entre sympathisants de l'extrême-droite. C'est le revers rusé de la médaille «Marine Le Pen» : on expulse bruyamment du FN les militants qui se font prendre en train de faire le vrai salut nazi, et on leur permet, de l'autre côté, de donner libre court à l'envie de plastronner tandis que les sondages leur sont de plus en plus favorables.

Pourtant, aux Antilles, ce que beaucoup retiennent, ce n'est pas tant, hélas, leurs déclarations ou gestes antisémites, mais le fait que ce sont de jeunes Noirs non dénués de talent. Quand Dieudonné hurle sa rage parce que les sociétés de production françaises lui refusent son projet de film sur la traite négrière au motif que «ce n'est pas un sujet», on partage sa colère. Concernant Anelka, on peut admettre qu'il y a eu «deux poids, deux mesures», quand la Fédération française de foot le sanctionne durement alors qu'elle passe l'éponge sur les propos racistes (et pas seulement «discriminatoires», comme l'ont dit les médias) du sélectionneur Laurent Blanc en 2010. Mais si

des chômeurs et des jeunes des quartiers se sentent attirés par ce genre de personnages, si de jeunes Noirs ou Arabes se sentent vengés des «bien pensants» et des racistes, il faut se rappeler que tout cela se passe dans les «hautes sphères». Dans un monde très éloigné de celui des pauvres et des travailleurs.

Dieudonné et Anelka non seulement ne veulent pas, ne peuvent pas vouloir en finir avec cette société fondée sur les inégalités, cette société qui produit le racisme, mais pour toute une série de raisons ILS sont conduits aujourd'hui au racisme antisémite qu'il faut condamner sans appel.

Les deux finissent par recourir aux mêmes fantasmes que les petits-bourgeois racistes de l'extrême droite française : ceux qui inventent des «complots» à n'en plus finir pour expliquer que le système d'inégalités qu'ils aiment de tout leur cœur et dont ils voudraient jouir, ne leur permet pas de réussir (c'est toujours à cause d'une force extérieure cachée dans l'ombre : les étrangers, les juifs, les Noirs, les francs-maçons, etc.). Ce n'est pas un hasard si tous les deux, Dieudonné et Anelka, ont été

autrefois exhibés par la «bonne société» française comme des symboles d'intégration : l'un, jeune humoriste Noir et populaire était encensé parce qu'il se présentait aux élections pour défendre les «valeurs républicaines», l'autre, footballeur talentueux issu des banlieues, était nommé par Canal (+) président d'honneur du club de Trappes censé «donner leur chance aux jeunes des cités». Et ce n'est pas non plus un hasard si tous deux se retrouvent aujourd'hui aux côtés des nostalgiques de «l'Algérie française», voire du nazisme. La colère de Dieudonné et d'Anelka, c'est au fond leur chagrin d'amour avec une Marianne qui, derrière ses allures de sainte vierge, ne parvient pas à cacher son passé esclavagiste et colonial et son présent impérialiste.

En 1933, le révolutionnaire russe Léon Trotsky commentait ainsi le premier livre d'un autre grand artiste, l'écrivain Céline : «Roman du pessimisme, [il] a été dicté par l'effroi devant la vie et par la lassitude qu'elle occasionne plus que par la révolte. Une révolte active est liée à l'espoir. Dans le livre de Céline, il n'y a pas d'espoir. (...) Céline montre ce qui est. Et c'est pourquoi il a l'air

d'un révolutionnaire. Mais Céline n'est pas un révolutionnaire et ne veut pas l'être. Il ne vise pas le but, pour lui chimérique, de reconstruire la société. Il veut seulement arracher le prestige qui entoure tout ce qui l'effraie et le tourmente».

Ces lignes pourraient presque mot pour mot s'appliquer à Dieudonné. Trotsky prédisait que Céline passerait probablement dans le camp du fascisme et l'histoire lui a donné raison. Pour Dieudonné et Anelka le doute n'est hélas plus permis : ils sont déjà perdus.

En l'absence de luttes larges et offensives des travailleurs et des opprimés, les pauvres, les jeunes et les travailleurs, les victimes du racisme, sont réduits à compter les points entre un Valls qui multiplie les déclarations xénophobes depuis son poste de ministre et un Dieudonné antisémite qui fraye avec les pires ennemis du monde ouvrier. Mais se ranger dans le camp du second serait suicidaire. Seule la lutte collective peut donner une issue positive à leur soif de justice. Seule la lutte des travailleurs peut mettre fin à un système d'exploitation qui engendre le racisme.



Suite à l'expropriation dont la société TOTAL Caraïbes a fait l'objet pour le passage du TCSP (Transport en commun en site propre - le futur tramway), les employés de la station TOTAL Lareinty ont été licenciés soi-disant pour « motif économique ». Dès le lancement de cette procédure et la notification des licenciements, des salariés concernés, soutenus par des responsables de la CGTM-Produits Pétroliers, ont voulu obtenir des explications auprès des différents responsables des opérations : le directeur de Total, le président du Conseil Régional, et le maire du Lamentin. La Région et le TCSP ont tenté de se dédouaner le 18 novembre 2013

lors d'une rencontre au Conseil Régional, en faisant savoir que la compagnie TOTAL serait dédommée (entre 1,3 et 2 millions d'euros) et qu'elle s'engageait à reclasser les salariés qui perdaient leur emploi. Du côté de TOTAL, autre son de cloche : ce serait au gérant de la société exploitant la station qui sera détruite de trouver un autre emploi aux 8 salariés. TOTAL Caraïbes encaissera donc l'argent mais s'exonère de son engagement et de son obligation de maintenir les emplois. D'ailleurs, lors d'une rencontre avec les syndicats, au siège de la société TOTAL le lundi 30 décembre 2013, le directeur a démenti toute obligation de sa part d'avoir à reclasser des employés

qu'il n'a pas recrutés ! Et de préciser que ceux de la Région qui sont à l'origine de cette expropriation, réalisée depuis 2011, ont fait remarquer qu'il ne s'agissait... que de 8 salariés qui ont entre 33 et 3 ans de présence dans cette station. Pour eux, en fait un nombre infime rapporté au nombre de chômeurs en Martinique ! Sauf que rapporter ce chiffre à l'échelle de la France, c'est comme si une société française jetait à la rue ...1350 employés !

Les expropriations rendues nécessaires pour le passage du tramway dans le quartier Sainte-Thérèse à Fort-de-France et pilotées par la Région, ont également été à l'origine d'un certain nombre de contestations, notamment sur le montant des indemnités proposées, surtout lorsque cette expropriation s'accompagne du licenciement d'un personnel ancien. C'est le cas d'un salarié exerçant depuis 28 ans dans une entreprise spécialisée dans la vente de peinture.

Avec les dirigeants, des négociations sont menées dans le plus grand secret, pour préserver leurs intérêts. Mais aux travailleurs et à la population, on prêche la patience et la résignation.

Stations service : après trois jours de fermeture

Du 27 au 30 décembre 2013, la très grande majorité des stations-service de Martinique, Guadeloupe et Guyane étaient fermées. Compte tenu du fait que la plupart de ces stations appartiennent aux compagnies pétrolières, on comprend mieux le « succès » de cette opération. Elle était en fait téléguidée par les compagnies elles-mêmes qui agissaient en coulisse en s'exprimant le moins possible. Leurs bureaux n'étaient d'ailleurs pas fermés alors que certains gérants de stations-service avaient carrément renvoyé leur personnel ou leur avaient demandé de ne pas venir au travail.

Une réunion s'est tenue le 18 décembre 2013 dans les bureaux du ministre des Outre-mer V. Lurel, entre ce dernier et des représentants des compagnies et des gérants. Ce mouvement a été lancé suite à l'échec de leur opération conjointe pour obtenir le retrait du décret Lurel. Ce décret entraînerait, selon eux, la disparition des gérants de stations-service, mais également

celle des employés. Les compagnies TOTAL et RUBIS ont même adressé une lettre-circulaire à tous leurs exploitants locataires-gérants de stations-service, leur annonçant des modifications du bail en cas de publication du décret. Peine perdue, aurait-on pu dire, puisque trois décrets ont été publiés au Journal officiel le mardi 31 décembre 2013, V. Lurel proposant un nouveau rendez-vous à ce petit monde le 9 janvier 2014 à Paris.

Comme on pouvait s'y attendre l'opération a désorganisé le fonctionnement normal : ambulances, taxis, transports publics, etc.

La « grève » des stations-service a montré ainsi que pour ces petits patrons et leurs donneurs d'ordre, la défense de leurs profits, de leurs rentes est leur seule priorité. Ils n'ont pas hésité à recourir au blocage pour imposer leurs vues. Qu'ils ne viennent pas, demain, donner des leçons aux salariés qui défendent leur emploi ou leur salaire !

Martinique

Prix des carburants : ils nous mentent sur internet

En Martinique, depuis quelque temps, il est difficile de surfer sur internet sans voir son écran d'ordinateur pollué par des annonces de « Carburant.dom ». Ce site, qui prétend s'exprimer au nom de « l'ensemble de la filière carburant », a donc déboursé de quoi réserver des espaces publicitaires pour y batailler contre le « décret Lurel ».

On peut y lire notamment le communiqué du 10 décembre 2013 où ces gens prétendaient s'exprimer y compris au nom des salariés du secteur : « En effet, c'est bien l'ensemble des raffineurs, importateurs, distributeurs, stockistes, gérants de stations-service, transporteurs,

sous-traitants, fournisseurs et plus généralement l'ensemble des salariés du secteur qui sont inquiets et se sentent menacés... ».

Quand on sait que la chambre syndicale des gérants a bataillé et résiste encore pour ne pas payer aux pompistes des arriérés de salaires dus depuis 2009, quand on a vu comment les compagnies pétrolières ont tiré les ficelles des gérants de stations-service au cours de la toute récente grève, on sait bien que « carburant.dom » n'exprime que les positions des « nantis ». Et que, sur internet ou pas, ils ne distillent que des mensonges.

Guadeloupe

Hausse des prix des carburants

Depuis le premier janvier 2014 le prix des carburants a augmenté. En effet, nous payons, pour ce qui est de la Guadeloupe, le super sans plomb et le gazole 2 centimes d'euro plus cher qu'au mois de décembre 2013. Le prix du gaz butane en revanche a baissé de 38 centimes d'euro.

Ainsi, le litre de sans plomb passe à 1,50 € et le litre de gazole à 1,38 €. La bouteille de gaz de 12,5 kg baisse donc et

passé à 21,23 € au lieu de 21,61 €. Mais cette baisse ne compensera pas les augmentations de l'essence qui en ce début d'année viennent s'ajouter à toutes les autres : augmentation de la TVA, augmentation de l'eau, des loyers, des impôts. Il est grand temps de se battre pour une véritable échelle mobile des salaires : augmentation des salaires et leur indexation sur le coût réel de la vie !

Martinique

R. Occolier sous le doigt de Dieu

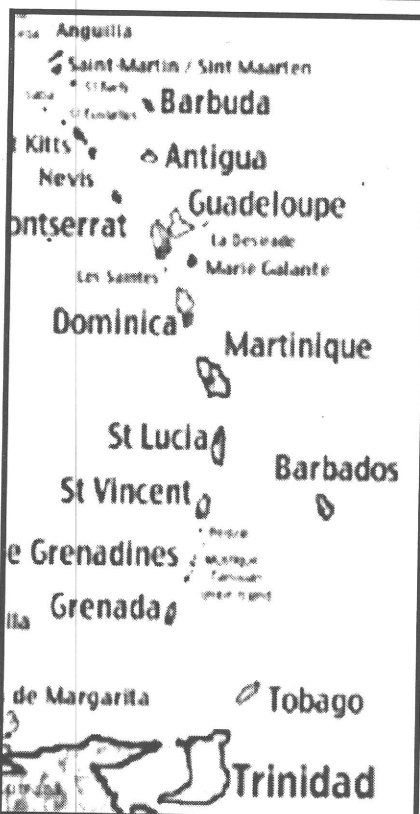
Dans la série des annonces concernant les élections municipales, on a appris que Raymond Occolier ne serait plus candidat !

Le maire PS du Vauclin, R. Occolier aurait reçu non pas un, mais cinq signes de Dieu lui annonçant – l'annonce faite à Raymond ? – que son temps politique était révolu et que son temps pastoral était venu. Tous ces signes, reçus par des femmes, dont une de Marie-Galante, c'est dire la portée planétaire de l'intention divine, lui ont été transmis par téléphone. Sans doute aurait-il

pu envisager l'hypothèse d'un canular s'il n'avait demandé lui-même confirmation de l'appel, lors de dévotions et prières matinales.

Toujours est-il que, élu de Dieu, R. Occolier n'a plus que faire d'être l'élu des hommes. Il va faire la charité au nom du Père au lieu de pratiquer le paternalisme municipal. Au fond, ce ne sera pas un si grand changement dans son activité terrestre. Quant à son activité mentale, visiblement en grand mouvement, charitables nous aussi, nous ne nous prononcerons pas à ce sujet.

Petites Antilles Orientales : catastrophe naturelle sur fond de crise économique



détruites, des habitations envahies par la boue, tout cela en pleine fête de fin d'année. Une catastrophe comparable à celle des pires cyclones : des milliers de personnes privées de courant, de téléphone, d'eau, fermeture d'aéroports pendant des heures, agriculture ravagée. Des familles ont tout perdu.

Cette catastrophe naturelle est aggravée par la situation économique très dégradée de ces îles. Il faut dire que, depuis la crise économique et financière mondiale de 2008-2009, certains pays de la Caraïbe sont au bord de l'effondrement économique. Les îles touchées par le mauvais temps cette année font partie de l'Union monétaire des Caraïbes orientales (ECCU), l'une des quatre du monde. Dans cette Union, la dette publique des différentes îles a explosé. Pour donner une idée, Saint-Kitts-et-Nevis est le pays le plus endetté de cette Union monétaire et l'un des plus endettés au monde. Sa dette publique atteint 160 % de son PIB (produit intérieur brut). Ce pourcentage est comparable à celui de la Grèce dans l'Union Européenne. La situation monétaire de la Dominique, Ste Lucie et St Vincent-les Grenadines n'est guère meilleure. De ce fait, sous

les consignes du FMI, le fonds monétaire international, leurs gouvernements ont pris des mesures. Celles-ci allègent peut être le problème de la dette mais sont en fait des mesures accablantes pour la population : suppressions d'emplois publics, coupes sombres dans les aides sociales, hausse des taxes. Résultat : hausse des prix, inflation, fermetures d'entreprises, chômage, misère. Dans un tel contexte une tempête, un cyclone, des inondations sont une catastrophe effroyable. A la Dominique, le Premier ministre Skerrit évalue les pertes à 45 millions de EC\$ (dollar Est caribéen), soit 12 millions d'Euros. Le Premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Ralph Gonsalves dit que ces îles auraient besoin « de centaines de millions de dollars » pour la reconstruction. Le Premier ministre Anthony a décrit la situation à Sainte-Lucie comme une « crise humanitaire » et estime le coût de la reconstruction à des « dizaines de millions ». Toutes ces sommes risquent fort de ne pas être atteintes et les populations sinistrées devront se battre pour ne pas rester dans la situation de total dénuement qu'elles connaissent aujourd'hui.

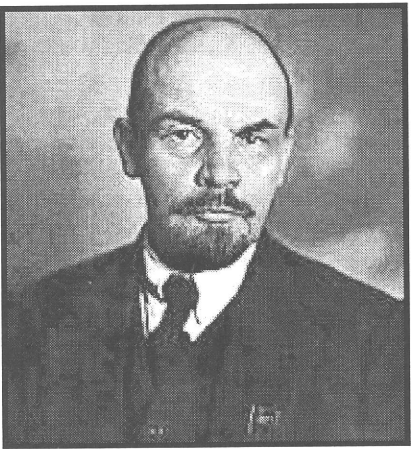
Explosion du chômage de longue durée (suite P.1)

sont inscrites depuis plus d'un an. Les femmes, les moins formées et les plus de 50 ans sont les plus touchés par le chômage de longue durée. Parmi les chômeurs de longue durée, c'est-à-dire inscrits depuis plus d'un an, 41% sont inscrits depuis au moins 3 ans.

Un demandeur d'emploi inscrit depuis plus d'un an possède, en moyenne, une ancienneté

d'inscription de 44 mois ! Cette étude ne porte pas sur les revenus de ces chômeurs de longue durée. Mais il est évident qu'après une année de chômage nombreux sont ceux qui ont cessé de percevoir des allocations, s'ils avaient eu la chance d'être parmi les 30% indemnisés ! Les jeunes de moins de 25 ans sont beaucoup moins touchés par le chômage de

longue durée. Et pour cause : ils sont soumis aux allers-retours à Pôle Emploi, car ils passent de petits boulots précaires en inscription au chômage. La principale raison de cette explosion du chômage de longue durée depuis 2008 est la crise mondiale que les capitalistes ont créée et qu'ils font payer aux travailleurs par une régression sociale.



Lénine (Vladimir Ilitch Oulianov) est mort le 21 janvier 1924 à l'âge de 54 ans. Il fut le principal théoricien et dirigeant de la révolution russe d'octobre 1917, le fondateur du parti bolchévik. Il fut l'un des deux principaux fondateurs du premier État ouvrier révolutionnaire, avec Léon Trotsky. Aujourd'hui, Lénine est présenté comme un dictateur sanguinaire, au même titre qu'une série d'autres par la propagande bourgeoise et l'histoire officielle. Il est aussi présenté comme l'instigateur du système et des actes de barbarie du régime stalinien qui s'est imposé en URSS après sa mort. Rien n'est plus faux. C'est ce que l'article qui suit essaiera de démontrer.

Parmi les plus fidèles portraits de Lénine, citons d'abord un extrait de Léon Trotsky :

« ... dans son apparence extérieure, Lénine se distinguait par la simplicité et la force: taille un peu inférieure à la moyenne, visage aux traits du type populaire slave, éclairé d'yeux perçants, large front et tête puissante lui donnaient une allure remarquable, infatigable au travail à un degré inconcevable, il mettait la même conscience exemplaire à faire une conférence dans un petit cercle ouvrier de Zurich qu'à organiser le premier État socialiste du monde. Il appréciait et aimait par dessus tout la science, l'art et la culture, sans jamais oublier que ces biens ne sont encore que la propriété d'une infime minorité. Sa façon de vivre au Kremlin différait peu de celle d'un proscrit. La simplicité de ces habitudes provenait de ce que le travail intellectuel et la lutte, non seulement absorbaient tout son intérêt et ses passions, mais lui procuraient les joies les plus intenses. Toutes ses pensées étaient tendues vers l'œuvre de l'émancipation des travailleurs. »

VERS LA RÉVOLUTION

C'est bien cette énergie, cette intelligence puissante entièrement consacrées et tendues vers la transformation de la société qui caractérisent la vie et l'œuvre de Lénine.

Sa jeunesse fut marquée par l'exécution de son frère aîné, membre d'une organisation populiste et terroriste, pendu pour avoir participé à un complot visant à assassiner le Tzar Alexandre III. Lénine, étudiant brillant, fut gagné aux idées marxistes. Il devint avocat mais fut rapidement emprisonné puis exilé à cause de son activité révolutionnaire. De l'étranger, il fit publier et diffuser un journal clandestin, l'Iskra (l'Étincelle) et entreprit la formation d'un parti

ouvrier révolutionnaire communiste : le Parti Bolchevik. En 1905, l'absolutisme du pouvoir tsariste, les sacrifices imposés à la population liés à la guerre russo-japonaise, la misère paysanne et ouvrière poussèrent les masses dans la rue. Lénine poursuivit son objectif de préparer une insurrection armée des ouvriers et des paysans. Cette première révolution russe fut défaite mais marquée par une avancée importante : la création de Soviets (les conseils ouvriers ou comités d'ouvriers et de paysans) qui étaient l'embryon d'un organe de pouvoir.

La contre-révolution contraignit Lénine à nouveau à l'exil. Il continua à mener une lutte idéologique par ses écrits et de l'étranger fit paraître le journal «la Pravda», destiné aux travailleurs. Lors du déclenchement de la première guerre mondiale, en 1914, Lénine dénonça le caractère impérialiste de la guerre. Le patriotisme promu par la bourgeoisie des pays belligérants était une façon de tromper les travailleurs et de les amener à mourir pour les intérêts qui n'étaient pas les leurs. Lénine combattit également le pacifisme : la guerre était une occasion pour les travailleurs de se débarrasser de leurs propres exploiters en déclarant une guerre révolutionnaire à leur bourgeoisie nationale et de conquérir le pouvoir politique. La lutte devait être menée à l'échelle internationale. Loin de se limiter à son propre pays, Lénine étudiait et conseillait le mouvement ouvrier international et parlait d'ailleurs plusieurs langues. Il s'opposait à une application mécanique des méthodes de lutte d'un pays à l'autre, étudiait chaque cas dans ses formes nationales concrètes. Il fut l'instigateur de la troisième internationale ouvrière, dont le mot d'ordre fut «guerre à la guerre».

LE POUVOIR OUVRIER

Quand éclata la révolution en Russie, début 1917, Lénine était toujours en exil. Le Tzar fut mis à l'écart et un gouvernement provisoire dirigé par la bourgeoisie mis en place. Lénine parvint à revenir en avril 1917 et dès sa descente du train à Saint Petersburg (Petrograd), il prononça un discours dans lequel il appelait le prolétariat à s'armer et à mobiliser les paysans en vue de la prise du pouvoir: «les thèses d'avril».

C'est en octobre 1917 que les travailleurs, soutenus par l'armée gagnée au programme des révolutionnaires, prirent le pouvoir en Russie et l'exercèrent à travers les Soviets (conseils ouvriers). Lénine fut élu à la tête du conseil des commissaires du peuple, organe dirigeant du nouveau pouvoir. Les premières mesures de l'État ouvrier furent de déposséder les grands propriétaires fonciers et de rendre la terre aux paysans. Lénine proposa un décret sur la paix : il fallait arrêter la guerre impérialiste, même en sacrifiant aux conditions imposées par l'Allemagne. Les trois mots d'ordre des bolchéviks pour

gagner les masses avaient été : la paix, le pain, la terre ! Il fallait donc les appliquer au plus vite. Mais dès la fin de l'été 1918, une nouvelle épreuve se dressa devant le premier État ouvrier du monde : l'agression de la contre-révolution, alimentée par le capitalisme européen. La guerre dura jusqu'au début 1921 et au prix d'énormes sacrifices, les troupes révolutionnaires remportèrent la victoire. Le Commissaire à la guerre, organisateur de la lutte, fondateur de l'armée rouge, était Trotsky. De Lénine, il écrit ceci : «Lénine ne cessa pas un instant de diriger le parti et le gouvernement. Il menait de front, la propagande, l'agitation dans les masses, l'organisation des convois de blé, observait les mouvements de l'ennemi, se tenait en communication directe avec l'armée rouge. Il suivait la situation internationale, les dissensions entre impérialistes lui suggérant la conduite à suivre. Il trouvait le temps pour des entrevues avec les militants étrangers et avec les ingénieurs et économistes soviétiques.»

Toute l'énergie et les ressources du pays encore arriéré avaient été investies dans l'effort de conserver le pouvoir ouvrier. Les jeunes travailleurs révolutionnaires les plus conscients étaient morts par milliers à la tête des combats. Le pays se retrouvait donc dans un état lamentable et contraint de trouver seul l'énergie de se redresser. Les révolutions dans les pays industrialisés et riches de l'Europe, que Lénine considérait comme une condition fondamentale de la construction du socialisme, avaient bien éclaté mais furent défaites. Lénine, contrairement à Staline plus tard, n'envisageait nullement que le socialisme puisse se réaliser dans un seul pays. Il ne pouvait exister

que comme un système mondial, et exigeait donc que les travailleurs des pays impérialistes prennent à leur tour le pouvoir. Les peuples colonisés, y compris ceux qui faisaient partie de l'empire Tzariste, devaient disposer du libre droit à disposer d'eux-mêmes, en conquérant leur indépendance, vis-à-vis du pays colonisateur comme de leur propre bourgeoisie. Le prolétariat des pays colonisateurs occidentaux devait lutter aux côtés des nationalités opprimées contre l'impérialisme.

La dictature du prolétariat, préconisée par Marx comme par Lénine comme le premier système de pouvoir ouvrier, était conçue comme le plus haut degré de démocratie pour les travailleurs. Elle était rendue nécessaire par les tentatives de la minorité bourgeoise de récupérer le pouvoir et constituait une étape nécessaire avant l'abolition définitive des classes sociales, dans une société communiste. Ce n'était pas «la dictature» point. Mais la dictature de la majorité de la population sur la minorité exploiteuse en attendant l'avènement d'une société sans classe, sans «majorité» et «minorité», la société

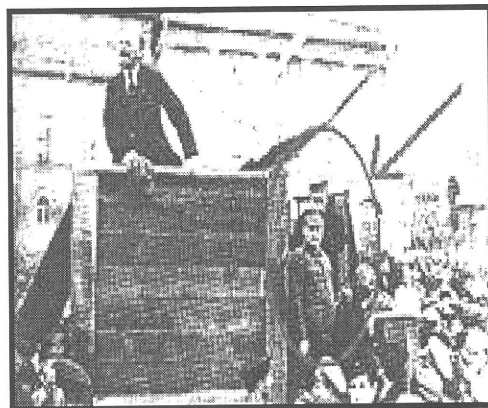
communiste à l'échelle mondiale.

APRÈS LA MORT DE LÉNINE

Victime d'une attaque cérébrale, Lénine mourut le 21 janvier 1924. Staline et la bureaucratie s'imposèrent alors au pouvoir, mettant à profit le recul de la révolution consécutive à la guerre civile et à l'isolement de l'URSS. Le régime dictatorial qu'il développa, tout en conservant l'étiquette communiste et en utilisant comme paravent la dépouille de Lénine embaumé, n'avait plus rien à voir avec le projet des révolutionnaires marxistes et bolchéviks. Trotsky fut contraint à l'exil puis finalement assassiné en 1940. Les membres du parti bolchévik restés fidèles aux idées de Lénine furent assassinés ou envoyés dans les camps de Sibérie. La répression, les «purgés» staliniennes, firent des millions de morts. Dans le monde, dans les pays colonisés, les petites bourgeoisies qui parvinrent à prendre le pouvoir en s'appuyant sur les luttes des masses, attribuèrent dans certains cas à leur régime l'étiquette de «communiste». C'était une façon de résister à l'impérialisme en tissant des liens plus ou moins étroits avec l'URSS. Mais le contenu de ces régimes n'avait rien de communiste : il s'agissait le plus souvent de sinistres dictatures maintenant la population pauvre dans la soumission par la force au profit d'une classe dirigeante qui s'accrochait et s'accroche encore au pouvoir.

L'AVENIR COMMUNISTE

Les idées communistes n'ont cependant pas disparu avec Lénine et Trotsky. Il reste leurs écrits et leurs analyses, des centaines de volumes, qu'ils ont trouvé le temps et l'énergie



d'écrire tout en luttant sur le terrain pour conquérir et préserver le pouvoir ouvrier. Il reste aussi dans le monde des groupes comme le nôtre, Combat Ouvrier, Lutte Ouvrière en France, membres avec d'autres petits groupes dans le monde de l'UCI (Union communiste internationaliste). Mais si petits soient-ils encore, ils n'ont pas baissé les bras. Comme Marx, Lénine, Trotsky, nous sommes convaincus qu'une autre société que la pourriture capitaliste est possible, que la société communiste, au sens où ils l'entendaient, est l'avenir de l'humanité. La voie pour y parvenir, ces combattants l'ont indiquée. Ce sont les travailleurs, les jeunes, la population opprimée qui ont le pouvoir de la réaliser à l'issue de la révolution prolétarienne et de la construction de partis ouvriers révolutionnaires.

Soutenons les militants de la CGTG et de l'UGTG en butte à la répression judiciaire

Parce qu'ils ont osé écrire que la fortune des békés Despointes vient de la traite négrière, de l'économie de plantation et de l'esclavage salarié, deux travailleurs CGTG de Milénis ainsi que la confédération CGTG sont attaqués en justice par ces mêmes Despointes.

Trois militants de l'UGTG sont également poursuivis en justice pour «violence en réunion», parce qu'ils ont, en 2006, manifesté leur opposition à des décisions prises par des responsables des ressources humaines du CHU.

Combat Ouvrier a donc appelé tous ses militants, ses sympathisants à participer activement aux rassemblements de soutien à la CGTG le **vendredi 10 janvier 2014 à 14h** et à l'UGTG le **jeudi 16 janvier à 14h** devant le **tribunal de Pointe-à-Pitre**.

Nous avons aussi appelé à participer aux **meetings de soutien le jeudi 9 janvier à 18h30** et le **mercredi 15 janvier à 18h30** devant la **maison de la Mutualité de Pointe-à-Pitre**

ABONNEMENT

12 MOIS :
SOUS PLI FERME 33 €
SOUS PLI OUVERT 25 €

Je désire m'abonner au journal COMBAT OUVRIER pour une période de _____ mois.

NOM : _____
Prénoms : _____
Adresse : _____

Ci-joint par chèque la somme de _____ Euros.

règlement par chèque adressé à

M. Philippe ANAÏS - Combat Ouvrier.
1111 Rés Matélie, l'aiguille,
97128 Goyave - Guadeloupe.
Antilles françaises

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
P. ANAÏS
Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE

COMBAT OUVRIER
M. Philippe Anaïs.
1111 Rés Matélie, l'aiguille,
97128 Goyave - Guadeloupe.

EN MARTINIQUE

Louis MAUGÉE
B.P. 821
97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX

COMPOSITION - IMPRESSION
Imp. ERAPRESS
Commissaire paritaire 51728

Site Internet de Combat Ouvrier
<http://www.combat-ouvrier.net>

Pour nous écrire sur internet
redaction@combat-ouvrier.net